

Les déterminants de l'inclusion financière dans les pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) : Cas de la Guinée

Determinants of financial inclusion in member countries of the Organization of Islamic Cooperation (OIC): Case of Guinea.

Auteur 1 : CECE Paul.

Auteur 2 : KONTE Mamadou Abdoulaye.

CECE Paul, (0009-0001-5257-5063, Doctorant)

Université Général Lansana Conté de Sonfonia / Faculté de Sciences Economique et de Gestion (Guinée)

Doctorant en Economie appliquée à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis

Laboratoire de Recherche en Economie de Saint-Louis (LARES)

KONTE Mamadou Abdoulaye, (0000-0002-2499-3313, Professeur des universités)

Université Gaston Berger de Saint-Louis/ Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Laboratoire de Recherche en Economie de Saint-Louis (LARES), (Sénégal)

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : CECE. P & KONTE. M A (2025). « Les déterminants de l'inclusion financière dans les pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) : Cas de la Guinée », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 30 » pp: 0230 – 0251.



DOI : 10.5281/zenodo.15642640

Copyright © 2025 – ASJ



Résumé : Cet article explore les déterminants de l'inclusion financière en Guinée, en mettant un accent particulier sur le rôle de la religion, un facteur encore peu étudié dans la littérature existante. En s'appuyant sur le modèle logit et les données de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) de 2018-2019, nos résultats montrent que l'appartenance à la religion musulmane réduit significativement la probabilité d'être financièrement inclus. En revanche, des facteurs socio-économiques comme l'âge (jusqu'à 55 ans), le sexe, la situation matrimoniale, l'alphabétisation, l'accès à Internet, la possession d'un téléphone mobile et la résidence en milieu urbain exercent une influence positive sur l'inclusion financière. Ces résultats soulignent l'importance de promouvoir l'accès à l'éducation, aux technologies de l'information et aux services financiers, tout en tenant compte des spécificités religieuses afin de renforcer l'inclusion financière en Guinée.

Mots clés : Inclusion financière ; Facteurs socio-économiques ; Guinée

Abstract: This article explores the determinants of financial inclusion in Guinea, with a particular focus on the role of religion, a factor that has been understudied in the existing literature. Using the logit model and data from the 2018-2019 Harmonized Survey on Household Living Conditions (EHCVM), our results show that belonging to the Muslim religion significantly reduces the likelihood of being financially included. In contrast, socioeconomic factors such as age (up to 55 years), gender, marital status, literacy, internet access, mobile phone ownership, and urban residence exert a positive influence on financial inclusion. These findings highlight the importance of promoting access to education, information technology, and financial services, while taking into account religious specificities, in order to strengthen financial inclusion in Guinea.

Keywords: Financial Inclusion; Socio-economic factors; Guinea

Introduction

Au cours des dernières décennies, l'inclusion financière a suscité beaucoup d'attention de la part des chercheurs, des politiciens et d'autres acteurs financiers (Kim et al., 2018). L'inclusion financière est un processus visant à garantir que les individus, les ménages et les entreprises d'une communauté aient un accès adéquat à des services et produits financiers formels tels que les transactions, les cartes de crédit, les paiements, l'épargne et l'assurance, et que ces services soient fournis de manière durable (Singh & Singh Kondan, 2011).

Dans les sociétés à faible niveau d'inclusion financière, de nombreuses personnes n'ont pas accès aux services financiers. Cela peut être dû à l'indisponibilité de ces services ou à l'exclusion financière, qui peut être volontaire pour certains individus ou involontaire pour d'autres. Selon les données du *Global Findex (2021)* de la Banque Mondiale, seulement 39 % des adultes dans les pays à faible revenu possédaient un compte bancaire en 2021, un taux bien inférieur à la moyenne mondiale qui était de 76% pendant la même année. Cette faible bancarisation limite les opportunités économiques, notamment pour les populations les plus vulnérables.

Par ailleurs, les musulmans, qui représentent environ un quart de la population mondiale, se laissent volontairement exclure financièrement (Kim et al., 2018). La raison en est que le système financier actuel va à l'encontre du système de règles religieuses islamiques appelé Sharia (Kim et al., 2018). Ainsi, la religion, et plus particulièrement l'islam, joue un rôle déterminant dans le niveau d'inclusion financière des populations, notamment dans les pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), où des efforts sont déployés pour promouvoir la finance islamique comme levier d'inclusion.

En Afrique subsaharienne (ASS), et particulièrement en Guinée, une part importante de la population n'a pas accès aux services financiers formels. Selon les données du *Global Findex (2021)* de la Banque Mondiale, seuls 30 % des adultes guinéens possédaient un compte bancaire en 2021, un taux largement inférieur à la moyenne régionale qui était de 55% la même année. Parmi les facteurs pouvant expliquer ce faible niveau d'accès aux services financiers dans ce pays membre de l'OCI, la religion est souvent sous-estimée dans les analyses. Pourtant, d'après les résultats du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH3), 89,1 % des guinéens sont de confession musulmane. Cette prédominance de la religion musulmane pourrait expliquer une certaine réticence à utiliser des services bancaires conventionnels perçus comme non conformes aux principes de l'islam.

Toutefois, la présence de la Banque Islamique de Guinée (BIG) offre une alternative conforme à la finance islamique, permettant ainsi aux personnes de confession musulmane d'accéder à des services financiers compatibles avec leurs convictions religieuses. En proposant un modèle de fonctionnement différent au système bancaire conventionnel, la BIG joue un rôle important dans l'amélioration de l'inclusion financière, en particulier pour les segments de population exclus du système financier formel pour des raisons religieuses. Dans ce contexte, une question centrale émerge : être musulman en Guinée augmente-t-il les chances d'être inclus financièrement, notamment grâce à l'essor de la finance islamique, comparativement aux autres confessions religieuses ?

De nombreuses recherches se sont penchées sur les déterminants de l'inclusion financière (Akudugu, 2013; W. Bekele, 2023; Eze & Markjackson, 2020; Mindra et al., 2017; Rashdan & Eissa, 2020; Sanderson et al., 2018; Soumaré et al., 2016; Uddin et al., 2017; Wokabi & Fatoki, 2019; Zins & Weill, 2016). Toutefois, en Guinée, très peu de recherches ont été menées sur ce sujet, et à notre connaissance, aucune n'a exploré le rôle de la religion comme facteur explicatif de l'inclusion financière, en dépit de la forte prédominance musulmane dans ce pays.

La présente recherche ambitionne de combler cette lacune en analysant la religion comme un déterminant potentiel de l'inclusion financière en Guinée, contribuant ainsi à enrichir les travaux existants dans ce domaine. La suite de l'article est organisée comme suit : la section 1 présente la revue de la littérature ; la section 2 est consacrée à la présentation des faits stylisés, la section 3 décrit les données utilisées et les variables retenues ; la section 4 expose la méthodologie économétrique adoptée ; la section 5 présente les résultats empiriques et leur discussion ; enfin, l'article se termine par une conclusion.

1. Revue de la littérature

Un nombre croissant de recherches a examiné les déterminants de l'inclusion financière (Akudugu, 2013 ; Bekele, 2023 ; Eze & Markjackson, 2020 ; Mindra et al., 2017 ; Rashdan & Eissa, 2020 ; Sanderson et al., 2018 ; Singh & Singh Kondan, 2011 ; Soumaré et al., 2016 ; Uddin et al., 2017 ; Wokabi & Fatoki, 2019 ; Zins & Weill, 2016). Ces travaux révèlent que l'accès aux services financiers est influencé par une combinaison de facteurs individuels, institutionnels, économiques et technologiques.

Bekele (2023) propose une analyse comparative des facteurs pouvant influencer l'inclusion financière au Kenya et en Éthiopie en utilisant un modèle linéaire généralisé à partir des données du *Global Findex (2017)* de la Banque Mondiale. L'auteur met en évidence des écarts marqués entre les deux pays, dus à des facteurs macroéconomiques (tels que les politiques de

libéralisation financière, le produit intérieur brut, la population rurale et les services de paiement mobile) et microéconomiques (comme l’alphabétisation et la réception de paiements comme les transferts publics). Les caractéristiques individuelles telles que le genre, l’âge, le statut d’emploi et la possession d’un téléphone mobile ont un effet positif et significatif dans les deux pays, tandis que les principaux obstacles identifiés dans ces pays sont le manque de documents, de confiance et de ressources financières.

Au Nigeria, Eze & Markjackson (2020) s’appuient sur des données relatives à l’offre de services financiers et emploient successivement la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) et un modèle à correction d’erreur. Les auteurs montrent que des variables comme le nombre d’agences bancaires ou le taux d’intérêt sur les dépôts n’ont pas d’effet significatif sur l’offre des services financiers, tandis que le crédit au secteur privé, les taux d’intérêt sur les prêts et le ratio dépôts ruraux/prêts ont un impact positif et significatif.

En Egypte, Rashdan & Eissa (2020) explorent les déterminants de l’inclusion financière à l’aide d’un modèle de régression logistique. Contrairement à d’autres études, les auteurs ne trouvent aucun lien significatif entre le genre et l’accès aux services financiers. Toutefois, ils observent que les individus plus âgés, plus instruits et disposant de revenus plus élevés sont davantage susceptibles d’être financièrement inclus. Les auteurs identifient le manque de ressources financière comme le principal frein à l’inclusion financière, qui empêche l’ouverture de comptes bancaires formels, d’épargne ou de crédit.

Au Zimbabwe, Sanderson et al. (2018) identifient les principaux déterminants de l’inclusion financière et parmi lesquels figurent l’âge, le niveau d’éducation, l’alphabétisation financière, le revenu et l’accès à Internet, tous positivement corrélés à l’inclusion. À l’inverse, les exigences documentaires et la distance aux points d’accès aux services financiers apparaissent comme des freins majeurs à l’inclusion financière. Les auteurs préconisent une décentralisation des services bancaires et la promotion de solutions technologiques comme le *mobile banking* pour améliorer l’accès aux services financiers.

Uddin et al. (2017) examinent les déterminants de l’offre et de la demande des services financiers au Bangladesh à partir de la période 2005-2014. En utilisant la méthode des moments généralisés, les résultats de l’étude montrent que du côté de l’offre des services financiers, la taille des banques, leur efficacité et les taux d’intérêt influencent l’inclusion financière, tandis que du côté de la demande, le taux d’alphabétisation et le ratio de dépendance démographique sont déterminants.

Zins & Weill (2016) analysent les déterminants de l'inclusion financière en Afrique en utilisant la base de données du *Global Findex (2014)* de la Banque mondiale. L'étude porte sur 37 pays d'Afrique et utilise la méthode d'estimation probit. Les résultats obtenus montrent que le fait d'être un homme, plus riche, plus éduqué et plus âgé favorise l'inclusion financière, avec une influence particulièrement marquée de l'éducation et du revenu.

Dans une approche régionale, Wokabi & Fatoki (2019) analysent les déterminants de l'inclusion financière dans cinq pays d'Afrique de l'Est : le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi. L'étude révèle que la population rurale et le niveau de revenu sont des déterminants significatifs de l'inclusion financière. La population rurale exerce un effet négatif sur l'inclusion financière, tandis que le chômage, bien qu'étant statistiquement non significatif, présente également une relation négative avec celle-ci. Les taux d'intérêt, quant à eux, affichent une relation positive mais non significative avec l'inclusion financière.

En se basant sur les données du *Global Findex (2014)* de la Banque Mondiale, Soumaré et al. (2016) analysent les facteurs déterminants de l'inclusion financière dans les régions d'Afrique centrale et de l'Ouest. Les auteurs constatent que l'inclusion financière est influencée par le genre, le niveau d'éducation, l'âge, le revenu, la zone de résidence, le statut professionnel, le statut matrimonial, la taille du ménage et le degré de confiance envers les institutions financières. L'étude révèle des différences entre les deux régions en soulignant que le genre est un déterminant significatif et positif de l'inclusion financière en Afrique centrale, tandis que le revenu l'est en Afrique de l'Ouest.

Enfin, Akudugu (2013) examine les déterminants de l'inclusion financière au Ghana. Les données utilisées pour les analyses proviennent d'un échantillon de 1000 adultes, incluant des personnes issues de différentes classes sociales, professions, zones géographiques, genres et générations. À l'aide d'un modèle logit, les déterminants de l'inclusion des individus dans le marché financier formel ont été estimés. Les résultats montrent que seulement deux adultes sur cinq sont inclus dans le secteur financier formel au Ghana. L'âge, le niveau d'alphabétisation, la classe de richesse, la distance aux institutions financières, le manque de documents officiels, le manque de confiance envers les institutions financières formelles, la pauvreté monétaire et les réseaux sociaux (notamment les relations familiales) sont les principaux déterminants de l'inclusion financière au Ghana.

Malgré la richesse et la diversité des travaux recensés, une lacune importante persiste : l'absence de prise en compte du facteur religieux. Il ressort qu'aucune de ces recherches n'a pris en compte la religion comme déterminant de l'inclusion financière, et ce, en dépit de son

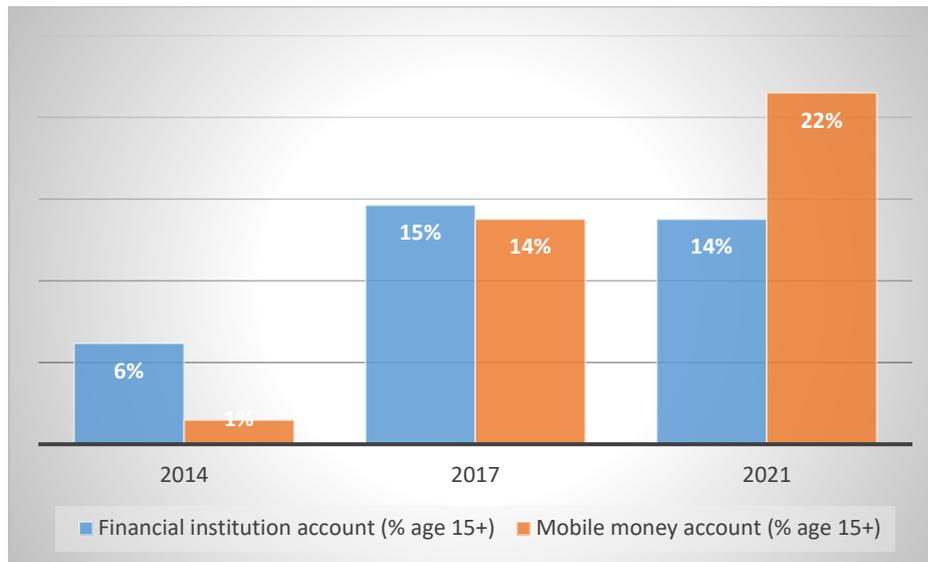
importance dans les environnements où les normes religieuses peuvent influencer l'acceptabilité de certains produits financiers, comme l'intérêt bancaire dans les pays à majorité musulmane. Cette omission constitue une lacune importante dans la littérature et souligne la nécessité d'élargir les recherches futures afin d'intégrer les influences religieuses, en vue de concevoir des politiques d'inclusion financière plus adaptées, culturellement sensibles et efficaces.

2. Faits stylisés

Nous examinons deux dimensions de l'inclusion financière, à savoir l'accès aux services financiers et l'utilisation des services financiers. L'« accès » se réfère à la capacité d'utiliser les produits et services offerts par les institutions financières formelles et l'« utilisations » désigne la profondeur et/ou l'étendue de l'utilisation des services financiers et produits financiers. Ainsi, l'analyse du graphique 1 montre que l'accès aux produits et services financiers formels en Guinée s'est progressivement renforcé au fil des années. En effet, la proportion de la population âgée de 15 ans ou plus disposant d'un compte dans une institution financière est passée de 4 % en 2011 à 15 % en 2017. Toutefois, cette dynamique a connu un léger recul en 2021, avec un taux de 14 %.

La baisse du taux de pénétration bancaire ne reflète pas un désintéressement des populations à l'égard des services financiers, mais s'explique principalement par l'essor rapide des services financiers mobiles, en particulier le *mobile money*. Plus accessible, ce dernier permet d'effectuer des transactions de manière rapide et à moindre coût. De plus, l'ouverture d'un compte *mobile money* est simplifiée et nécessite peu de formalités administratives, ce qui facilite son adoption par une large frange de la population. L'ensemble de ces éléments contribue à favoriser une inclusion financière plus large, en intégrant progressivement des segments de la population jusqu'alors exclus du système bancaire formel. En effet, entre 2017 et 2021, la part de la population disposant d'un compte du *mobile money* est passée de 14 % à 22 %, soit une progression de 8 points de pourcentage (voir graphique 1). Ainsi, l'essor du *mobile money*, qui offre des solutions mieux adaptées aux besoins du grand public, apparaît comme l'un des principaux facteurs ayant contribué à la légère baisse de l'ouverture de comptes dans les institutions financières traditionnelles comme le montre le graphique 1.

Graphique 1 : accès aux services financier

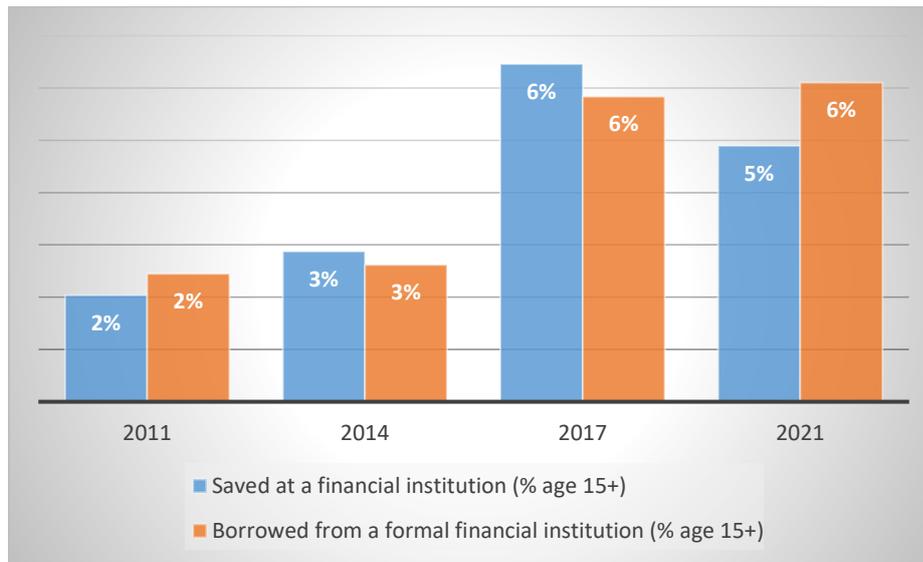


Source : auteurs à partir des données de *Global Findex (2021)* de la Banque Mondiale

Le graphique 2 présente l'évolution de l'utilisation des services financiers formels en Guinée entre 2011 et 2021. Il met en évidence deux principaux indicateurs de la dimension « utilisation » de l'inclusion financière : d'une part, l'épargne dans une institution financière formelle ; et, d'autre part, le recours au crédit auprès d'une institution financière formelle.

En 2011, l'utilisation de ces services financiers était très limitée. L'analyse du graphique 2 montre que seulement 2 % des personnes âgées de 15 ans ou plus déclaraient avoir épargné ou emprunté auprès d'une institution financière formelle. Ce chiffre témoigne d'un accès très restreint aux services financiers formels en Guinée. Toutefois, on observe une progression, bien que lente, de l'utilisation des services financiers entre 2011 et 2021. En effet, une amélioration est visible entre 2014 et 2017, avec un doublement des taux d'épargne et de crédit, passant tous de 3 % à 6 % (voir graphique 2).

Graphique 2 : utilisation des services financiers



Source : auteurs à partir des données de *Global Findex (2021)* de la Banque Mondiale

Par ailleurs, la tendance à la hausse de l'utilisation des services financiers entre 2014 et 2017 devient contrastée entre 2017 et 2021. Alors que le recours au crédit reste stable à 6 %, le taux d'épargne recule légèrement et devient égal à 5 % (voir graphique 2). Cette baisse peut être interprétée comme une dégradation des capacités d'épargne de la population, probablement liée à des facteurs tels que la pauvreté, le chômage ou encore la pandémie de covid-19.

3. Données et variables

Entre le 1er juillet 2018 et le 30 juin 2019, l'Institut National de la Statistique (INS) de Guinée a conduit l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM). Il s'agit de la cinquième enquête de type « pauvreté » réalisée en Guinée depuis 1992. La collecte des données s'est déroulée en deux phases de trois mois chacune, couvrant à la fois une période de soudure et une période d'abondance. L'objectif principal de cette enquête était de fournir des données détaillées sur les conditions de vie des ménages guinéens, en abordant notamment les caractéristiques socioéconomiques de la population, les niveaux de consommation, les profils de pauvreté, la sécurité alimentaire, les chocs économiques et les stratégies d'adaptation, les transferts monétaires, les conditions de logement, l'alphabétisation, l'éducation, la santé, l'emploi, ainsi que la perception subjective de la pauvreté. L'enquête a porté sur un échantillon représentatif de 8 280 ménages, répartis équitablement entre les deux vagues de collecte, avec un taux de couverture exceptionnel de 99,7 %.

La section 6 de la base de données de l'EHCVM est spécifiquement dédiée à l'épargne et au crédit des personnes âgées de 15 ans et plus. Elle inclut une question centrale sur la possession

d'un compte dans différents types d'établissements financiers : banques commerciales, services postaux, caisses rurales d'épargne, institutions de microfinance, services de *mobile banking* et de cartes prépayées. Bien qu'il n'existe pas en Guinée d'enquête entièrement consacrée à l'inclusion financière, l'EHCVM constitue une source de données précieuse et fiable pour estimer l'accès des individus aux services financiers formels et informels.

Cette étude mobilise les données de l'EHCVM pour deux raisons principales : d'une part, ces données permettent d'examiner l'effet des caractéristiques sociales sur l'inclusion financière, un aspect souvent négligé dans les bases de données internationales ; d'autre part, elles intègrent des institutions spécifiques au contexte guinéen, telles que les caisses rurales d'épargne, qui sont généralement absentes des statistiques globales, mais jouent un rôle crucial dans l'accès aux services financiers dans le pays.

Les variables suivantes (voir tableau 1), extraites de l'EHCVM, ont été sélectionnées dans le cadre de notre analyse :

Tableau 1 : les variables

VARIABLES	
Age	L'âge de l'individu, en année
Age2	Le carré de l'âge de l'individu, en année
Sexe	Le genre de l'individu (Homme=1 et 0 sinon)
Mariage	La situation matrimoniale (Marié(e)=1 et 0 sinon)
Religion	La religion de l'individu (Musulman = 1 et 0 sinon)
Alphab	Alphabétisation (Alphabétisé =1 et 0 sinon)
Tel_pho	Possession de téléphone (possède un téléphone = 1 et 0 sinon)
Internet	Accès à internet (a accès à internet =1 et 0 sinon)
Milieu	Milieu de résidence (urbain =1 et 0 sinon)

Source : auteurs

4. Modèle économétrique

Les déterminants de l'inclusion financière peuvent être modélisés à l'aide du modèle logit ou du modèle probit (Potrich et al., 2015). Ces modèles permettent d'expliquer la probabilité qu'un individu fasse un choix binaire, en l'occurrence, être inclus ou non dans le système financier formel, en fonction de ses caractéristiques personnelles et contextuelles, ainsi que des attributs des différentes alternatives disponibles. Ils sont souvent utilisés pour prévoir comment les choix des individus peuvent évoluer en fonction des changements démographiques et/ou des caractéristiques des alternatives disponibles (Sanderson et al., 2018).

La spécificité des modèles à choix discrets réside dans leur capacité à modéliser le comportement de décision à travers une fonction de probabilité. Cette description probabiliste du comportement de choix n'a pas pour but de refléter un comportement intrinsèquement aléatoire, mais plutôt de modéliser des tendances observables (Sanderson et al., 2018). Concernant l'application du modèle logit et du modèle probit, Gujarati (2006) souligne que ces modèles sont similaires dans la plupart des applications. Toutefois, malgré ces similitudes, les coefficients estimés ne sont pas directement comparables (Gujarati, 2006).

La présente étude utilise le modèle logit pour analyser les déterminants de l'inclusion financière, suivant les travaux de Akudugu (2013), Potrich et al. (2015) et Sanderson et al. (2018). La logique sous-jacente à l'utilisation du modèle logit repose sur le fait que les individus sont confrontés à une décision : être inclus financièrement dans le secteur formel ou non (Sanderson et al., 2018). Akudugu, (2013) soutient que cette décision dépend d'un seuil de réaction propre à chaque individu, influencé par divers facteurs. Il souligne qu'en dessous de ce seuil, l'individu ne cherchera pas à intégrer le marché financier formel, tandis qu'à partir de ce seuil critique, le désir d'y être inclus est activé.

Pour analyser la relation entre l'inclusion financière et les variables socioéconomiques et démographiques, le modèle empirique estimé est le suivant :

$$P(\text{Compt_bank} = 1/X) = \beta_0 \text{Age} + \beta_1 \text{Age}^2 + \beta_2 \text{Sexe} + \beta_3 \text{Mariage} + \beta_4 \text{Religion} + \beta_5 \text{Alphab} + \beta_6 \text{Tel_pho} + \beta_7 \text{Internet} + \beta_8 \text{Milieu} + \mu_i \quad (1)$$

La variable dépendante $P(\text{Compt_bank} = 1/X)$ représente la probabilité qu'un individu ait un compte bancaire, compte tenu du vecteur de caractéristiques sociodémographiques observables.

Selon les données d'enquête utilisées dans le cadre de notre travail, l'inclusion financière correspond au fait qu'un individu possède un compte bancaire dans un établissement financier.

5. Résultats et discussion

Dans cette partie, nous exposons les résultats de l'estimation, ainsi que les tests de validité des résultats avant de procéder à la leur discussion.

Tableau 2 : Déterminants de l'inclusion financière

Régression logistique

VARIABLES	Compt_bank
Age	0.268*** (0.0137)
Age2	-0.00242*** (0.000155)
Sexe	0.596*** (0.0652)
Mariage	0.478*** (0.0863)
Religion	-0.698*** (0.0866)
Alphab	1.192*** (0.0875)
Tel_pho	0.801*** (0.161)
Internet	1.405*** (0.0775)
Milieu	0.990*** (0.0870)
Constant	-11.65*** (0.310)
Observations	41.420
Mean dependent var	0.038
Pseudo r-squared	0.393
Chi-square	2192.526
Akaike crit. (AIC)	8149.715
SD dependent var	0.191
Prob > chi2	0.000
Bayesian crit. (BIC)	8236.030

Robust standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source : auteurs

Nos résultats (tableau 2) montrent que la religion constitue un facteur limitant de l'inclusion financière en Guinée. Plus précisément, l'appartenance à la religion musulmane réduit la probabilité d'être financièrement inclus. Cette situation s'explique essentiellement par l'inadéquation entre l'offre de services financiers existante et les besoins en services financiers de la plupart des guinéens de confession musulmane. En Guinée, seule la BIG propose des

produits financiers conformes aux préceptes de l'islam, tandis que les autres institutions financières fonctionnent selon des modèles conventionnels reposant sur des normes incompatibles avec la finance islamique. Cette incompatibilité alimente une méfiance à l'égard des établissements financiers traditionnels et freine l'intégration d'une part importante de la population musulmane dans le système bancaire formel. Ainsi, l'absence d'une offre diversifiée de produits financiers conformes aux exigences religieuses apparaît comme un obstacle structurel majeur à l'extension de l'inclusion financière en Guinée.

Par ailleurs, les résultats de l'estimation du modèle 1 révèlent une relation positive entre l'âge et l'inclusion financière, ce qui signifie que l'inclusion financière tend à augmenter avec l'âge. Toutefois, le signe négatif du coefficient de la variable « âge² » suggère une relation non linéaire, où l'inclusion financière atteint un pic avant de diminuer. Selon nos calculs, ce point de bascule se situe autour de 55 ans. En dessous de cet âge, une part importante de la population guinéenne recourt activement aux services financiers. En revanche, au-delà de 55 ans, on observe un désengagement progressif, souvent lié à la proximité de la retraite ou à l'entrée dans cette période, qui s'accompagne généralement d'une baisse des revenus. Ces résultats rejoignent ceux de Hoyo et Tuesta (2014) et de Sanderson et al. (2018).

Nos résultats montrent également que la possession d'un téléphone mobile favorise l'inclusion financière en Guinée. En effet, dans un contexte où les services bancaires traditionnels sont souvent coûteux, le téléphone mobile permet d'accéder à des services financiers numériques plus abordables. Il constitue ainsi un moyen efficace de contourner les barrières géographiques et économiques, notamment pour les populations rurales ou à faibles revenus. Ce résultat est cohérent avec les conclusions de Bongomin et al. (2018), qui soulignent le rôle positif des technologies mobiles dans l'accès équitable aux services financiers.

L'alphabétisation apparaît également comme un déterminant de l'inclusion financière en Guinée. En effet, être alphabétisé augmente significativement la probabilité de posséder un compte. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que les personnes alphabétisées sont généralement mieux informées et plus à même de comprendre les procédures administratives. Elles sont également plus susceptibles d'avoir accès à des sources d'information sur les produits financiers disponibles, et donc de prendre des décisions éclairées. Ces résultats corroborent les conclusions d'Akudugu (2013), qui souligne le rôle central de l'alphabétisation dans l'accès aux services financiers.

Nos résultats indiquent que le fait de résider en milieu urbain augmente la chance d'avoir accès à un compte bancaire dans un établissement financier. Ce constat s'explique par plusieurs

facteurs caractéristiques du contexte guinéen. D'une part, les institutions financières sont fortement concentrées en milieu urbain, tandis que les zones rurales souffrent d'un accès limité aux services financiers. Cette centralisation urbaine constitue une barrière importante pour les populations rurales, qui doivent souvent se déplacer sur de longues distances pour accéder aux services financiers physiques. Il convient toutefois de souligner que, bien que des caisses rurales d'épargne existent en milieu rural, leur impact reste limité en raison notamment de leur nombre peu élevé et d'une mauvaise dotation en liquidités pour satisfaire leurs clients. Cela contribue à une méfiance vis-à-vis des services financiers en milieu rural, renforçant ainsi l'écart d'inclusion financière entre les zones rurales et urbaines. Ce résultat est conforme à celui de Soumaré et al. (2016), qui soulignent qu'en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, le fait de résider en zone urbaine est l'une des caractéristiques individuelles significatives de l'accès à un compte formel.

La connectivité Internet exerce un effet positif et significatif sur l'inclusion financière en Guinée. En effet, la connectivité facilite l'utilisation des services bancaires numériques, réduit la nécessité de se déplacer physiquement vers une agence, et diminue ainsi les coûts liés au transport et au temps. Ce résultat est cohérent avec les travaux de Duncombe & Boateng (2009), qui soutiennent que les innovations technologiques, telles que l'Internet, améliorent considérablement l'accès aux produits financiers. Il rejoint également les conclusions de Bekele (2023), qui met en évidence le rôle essentiel de la connectivité dans la promotion de l'inclusion financière dans les pays en développement.

Enfin, la situation matrimoniale se révèle être un facteur explicatif important de l'inclusion financière en Guinée. Être marié augmente significativement la probabilité d'intégration dans le système financier formel. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait qu'en Guinée, les personnes mariées sont souvent perçues comme responsables sur le plan social et économique et sont davantage ciblées par les institutions financières. De plus, les charges familiales peuvent inciter les individus mariés à rechercher activement des services financiers (épargne, crédit, assurance) pour sécuriser leur situation. Ce constat rejoint les conclusions de Soumaré et al. (2016), qui soulignent également l'impact positif du mariage sur l'inclusion financière.

Tableau 3 : Déterminants de l'inclusion financière

Régression Probit

VARIABLES	Compt_bank
Age	0.128*** (0.00692)
Age2	-0.00116*** (7.62e-05)
Sexe	0.307*** (0.0324)
Mariage	0.278*** (0.0433)
Religion	-0.395*** (0.0451)
Alphab	0.572*** (0.0426)
Tel_pho	0.256*** (0.0677)
Internet	0.726*** (0.0406)
Milieu	0.490*** (0.0421)
Constant	-5.655*** (0.163)
Observations	41.420
Mean dependent var	0.038
Pseudo r-squared	0.389
Chi-square	1706.386
Akaike crit. (AIC)	8208.000
SD dependent var	0.191
Prob > chi2	0.000
Bayesian crit. (BIC)	8294.315

Robust standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source : auteurs

Afin de vérifier la robustesse des résultats obtenus, les déterminants de l'inclusion financière ont également été estimés à l'aide du modèle Probit. Bien que le modèle Logit présente de meilleures performances, avec un Pseudo R² légèrement plus élevé ainsi que des critères d'information AIC et BIC plus faibles, les deux modèles sont globalement significatifs (p = 0,000) et produisent des résultats similaires. Les résultats de la régression Probit, présentés dans

le Tableau 3, indiquent que l'âge, le genre, la situation matrimoniale, le niveau d'alphabétisation, l'accès à Internet, la possession d'un téléphone mobile, le milieu de résidence et la connectivité Internet sont positivement associés à l'inclusion financière. En revanche, l'appartenance à la religion musulmane réduit la probabilité d'être financièrement inclus. À l'instar du modèle Logit, la régression Probit révèle également un effet non linéaire de l'âge, avec un seuil critique situé autour de 55 ans, au-delà duquel la probabilité d'être financièrement inclus tend à diminuer. Ces confirmations obtenues à la fois avec le modèle logit et le modèle probit valident la robustesse de notre analyse et renforcent la crédibilité ainsi que la solidité de nos résultats.

Conclusion

Cette étude analyse les principaux déterminants de l'inclusion financière en Guinée, en s'appuyant sur les données de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM). Les résultats montrent que l'appartenance à la religion musulmane est un facteur limitant l'accès aux services financiers formels. Ce résultat met en évidence l'inadéquation entre les produits financiers proposés par la majorité des institutions financières et les principes de la finance islamique, ce qui contribue à l'exclusion d'une part importante de la population de confession musulmane.

Par ailleurs, les résultats de la régression indiquent que plusieurs variables socio-économiques exercent une influence positive sur l'inclusion financière. Plus précisément, l'augmentation de l'âge (jusqu'à 55 ans, au-delà duquel l'inclusion financière tend à diminuer), le fait d'être alphabétisé, d'être marié, de posséder un téléphone mobile, d'avoir accès à Internet ainsi que de résider en milieu urbain contribuent à accroître le niveau d'inclusion financière en Guinée.

Les résultats de cette recherche suggèrent la nécessité de diversifier l'offre des produits et services financiers en Guinée. Le développement de produits conformes à la finance islamique, l'élargissement des services numériques notamment le *mobile money*, ainsi qu'une meilleure couverture en zones rurales pourrait contribuer à renforcer l'inclusion financière. En outre, les politiques publiques devraient davantage prendre en compte les spécificités religieuses afin de garantir une inclusion plus équitable et plus adaptée aux réalités de la population.

En comblant une lacune importante dans la littérature sur l'inclusion financière en Guinée, cette étude ouvre également la voie à des recherches futures, notamment sur les interactions entre religion, comportements financiers et innovation technologique dans les pays à majorité musulmane.

BIBLIOGRAPHIE

- Akudugu, M. A. (2013). The Determinants of Financial Inclusion in Western Africa : Insights from Ghana. *Research Journal of Finance and Accounting*.
- Bekele, W. (2023). Enhancing farmers' resilience to climate change-induced impacts through financial inclusion in Sidama region, southern Ethiopia. *Climate and Development, 16*, 1-12. <https://doi.org/10.1080/17565529.2023.2203675>
- Bekele, W. D. (2023). Determinants of Financial Inclusion : A Comparative Study of Kenya and Ethiopia. *Journal of African Business, 24*(2), 301-319. <https://doi.org/10.1080/15228916.2022.2078938>
- Bongomin, G. O. C., Munene, J. C., Ntayi, J. M., & Malinga, C. A. (2018). Nexus between financial literacy and financial inclusion : Examining the moderating role of cognition from a developing country perspective. *International Journal of Bank Marketing, 36*(7), 1190-1212.
- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., & Ansar, S. (2022). *The Global Findex Database 2021: Financial Inclusion, Digital Payments, and Resilience in the Age of COVID-19*. World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1897-4>
- Duncombe, R., & Boateng, R. (2009). Mobile Phones and Financial Services in Developing Countries : A review of concepts, methods, issues, evidence and future research directions. *Third World Quarterly, 30*(7), 1237-1258. <https://doi.org/10.1080/01436590903134882>
- Eze, G., & Markjackson, D. (2020). Determinants of financial inclusion in Nigeria. *IOSR Journal of Economics and Finance, 11*(1), 14-22.
- Gujarati, D. N. (2006). *Econometria básica*. Elsevier Brasil.
- Kim, D.-W., Yu, J.-S., & Hassan, M. K. (2018). Financial inclusion and economic growth in OIC countries. *Research in International Business and Finance, 43*, 1-14. <https://doi.org/10.1016/j.ribaf.2017.07.178>
- Mindra, R., Moya, M., Zuze, L. T., & Kodongo, O. (2017). Financial self-efficacy : A determinant of financial inclusion. *International Journal of Bank Marketing, 35*(3), 338-353.
- Pena, X., Hoyo, C., & Tuesta, D. (2014). Determinants of financial inclusion in Mexico based on the 2012 National Financial Inclusion Survey (ENIF). *BBVA Research, 14*, 15.
- Potrich, A. C. G., Vieira, K. M., & Kirch, G. (2015). Determinants of financial literacy : Analysis of the influence of socioeconomic and demographic variables. *Revista Contabilidade & Finanças, 26*, 362-377.

- Rashdan, A., & Eissa, N. (2020). The determinants of financial inclusion in Egypt. *International Journal of Financial Research*, 11(1).
https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3649051
- Sanderson, A., Mutandwa, L., & Le Roux, P. (2018). A review of determinants of financial inclusion. *International Journal of Economics and Financial Issues*, 8(3), 1.
- Singh, K., & Singh Kondan, A. (2011). 9 financial inclusion, development and its determinants : An empirical evidence of Indian states. *Asian Economic Review*, 53(1), 115.
- Soumaré, I., Tchana Tchana, F., & Kengne, T. M. (2016). Analysis of the determinants of financial inclusion in Central and West Africa. *Transnational Corporations Review*, 8(4), 231-249. <https://doi.org/10.1080/19186444.2016.1265763>
- The Global Findex Database 2021*. <https://www.worldbank.org/en/publication/globalindex>
- Uddin, A., Chowdhury, M. A. F., & Islam, M. N. (2017). Determinants of financial inclusion in Bangladesh : Dynamic GMM & quantile regression approach. *The Journal of Developing Areas*, 51(2), 221-237.
- Wokabi, V. W., & Fatoki, O. I. (2019). Determinants of financial inclusion in East Africa. *International journal of business & management*, 7(1), 125-143.
- Zins, A., & Weill, L. (2016). The determinants of financial inclusion in Africa. *Review of Development Finance*, 6(1), 46-57. <https://doi.org/10.1016/j.rdf.2016.05.001>

ANNEXES

Probit regression

Compt_bank	Coef.	St.Err.	t-value	p-value	[95% Conf	Interval]	Sig
Age	.128	.007	18.55	0	.115	.142	***
Age2	-.001	0	-15.21	0	-.001	-.001	***
Sexe	.307	.032	9.47	0	.243	.37	***
Mariage	.278	.043	6.42	0	.193	.363	***
Religion	-.395	.045	-8.76	0	-.484	-.307	***
Alphab	.572	.043	13.42	0	.489	.656	***
Tel_pho	.256	.068	3.79	0	.124	.389	***
Internet	.726	.041	17.90	0	.647	.806	***
Milieu	.49	.042	11.66	0	.408	.573	***
Constant	-5.655	.163	-34.77	0	-5.974	-5.336	***
Mean dependent var	0.038		SD dependent var	0.191			
Pseudo r-squared	0.389		Number of obs	41420			
Chi-square	1706.386		Prob > chi2	0.000			
Akaike crit. (AIC)	8208.000		Bayesian crit. (BIC)	8294.315			

*** $p < .01$, ** $p < .05$, * $p < .1$

Logistic regression

Compt_bank	Coef.	St.Err.	t-value	p-value	[95% Conf	Interval]	Sig
Age	.268	.014	19.51	0	.241	.294	***
Age2	-.002	0	-15.64	0	-.003	-.002	***
Sexe	.596	.065	9.14	0	.468	.724	***
Mariage	.478	.086	5.54	0	.309	.647	***
Religion	-.698	.087	-8.06	0	-.868	-.528	***
Alphab	1.192	.088	13.62	0	1.021	1.364	***
Tel_pho	.801	.161	4.98	0	.486	1.117	***
Internet	1.405	.077	18.14	0	1.253	1.557	***
Milieu	.99	.087	11.38	0	.82	1.161	***
Constant	-11.649	.31	-37.63	0	-12.255	-11.042	***
Mean dependent var	0.038		SD dependent var	0.191			
Pseudo r-squared	0.393		Number of obs	41420			
Chi-square	2192.526		Prob > chi2	0.000			
Akaike crit. (AIC)	8149.715		Bayesian crit. (BIC)	8236.030			

*** $p < .01$, ** $p < .05$, * $p < .1$